



Communiqué de presse du 29 mai 2016

Suite à la journée de grève et de protestations du 26 mai chez IBM France, particulièrement suivie sur tous ses différents sites, **l'intersyndicale IBM organise à partir du mardi 31 mai des assemblées générales des salariés dans tous les sites IBM France** afin de leur présenter les résultats de cette action et d'envisager de durcir le mouvement.

La grève a été décidée suite aux **5 projets d'externalisation d'emplois qu'IBM a annoncés depuis le début de l'année**. L'ensemble de ces projets va se traduire par une baisse des effectifs de plus de 500 personnes, des licenciements secs et des dégradations significatives des conditions d'emploi et de rémunération des salariés. On peut craindre également pour l'avenir de nombreux sites IBM, en région notamment.

Ces 5 projets, dont le **PSE ciblé sur le service GTS-IS**, font partie de la même **stratégie de réduction des coûts salariaux et de transformation digitale menant à des délocalisations d'emplois dans les pays à bas coûts de main d'œuvre**, par le **transfert des salariés dans des entreprises de travail temporaire ou dans d'autres filiales d'IBM**. Les salariés seront alors **privés d'avantages sociaux et d'une représentation au niveau du groupe IBM France**.

Les organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO et UNSA) s'attendent à une nouvelle vague de restructurations alors que 14 000 postes devraient être supprimés dans le monde.

La journée de grève et de protestation du 26 mai a été historique chez IBM et suivie par plus de 1 000 personnes (sur une population de 6 700 salariés), avec la répartition suivante :

→ Bordeaux	: 45	Toulouse	: 35
→ Nice	: 140	Marseille	: 40
→ Lyon	: 120	Clermont-Ferrand	: 80
→ Orléans	: 100	Nantes	: 20
→ Lille	: 30	Strasbourg / Reims	: 25
→ Montpellier	: 150	Noisy le Grand	: 300

La spéculation sur les coûts salariaux, ainsi que « l'optimisation fiscale et sociale » pratiquée en Europe grâce à des montages juridico-financiers complexes, devrait permettre d'augmenter à court terme le dividende pour les actionnaires et les bonus des dirigeants. Mais cela va surtout réduire les cotisations sociales et les impôts payés en France en augmentant le nombre de chômeurs.

Pour plus d'infos sur les actions prévues dans chaque lieu contacter :

Frank Setruk

Délégué Syndical Central CFE-CGC
tel : 06 08 72 27 29

Pierry Poquet

Délégué Syndical Central UNSA
tel : 06 88 42 11 19

Mathieu Josien

Délégué Syndical Central CFDT
tel : 06 51 63 31 70

Marc Grimault

Délégué Syndical Central CGT
tel : 06 12 63 53 97

Nathalie Richard

Délégué Syndical Central CFTC
tel : 06 70 76 18 79

Patrice Trocgy

Coordinateur Syndical Central FO
tel : 06 84 42 69 06